

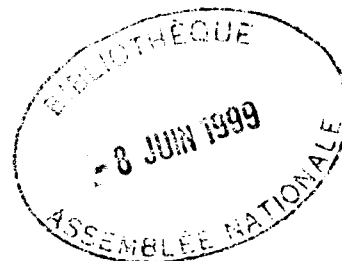
S42A1
C33
1999/2000
1
QL
P. gouv.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1999-
2000

ÉTUDE DES CRÉDITS

CAHIER EXPLICATIF
DES CRÉDITS



AVRIL 1999



Gouvernement du Québec
Ministère de la
Sécurité publique

Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS
Étude des crédits 1999-2000



TABLE DES MATIÈRES

	page
Sommaire des crédits et de l'effectif	3
Budget 1999-2000 Crédits par supercatégories de dépenses.....	4
Programme 01.01 Direction et services supports à la gestion.....	5
Programme 01.02 Contrôle des alcools, des courses et des jeux	9
Programme 01.03 Services policiers en milieu autochtone	14
Programme 01.04 Contributions d'employeurs et autres éléments de gestion centrale	18
Programme 02 Sûreté du Québec.....	22
Programme 03.01 Services correctionnels	27
Programme 03.02 Commission québécoise des libérations conditionnelles	32
Programme 04.01 Expertises judiciaires.....	37
Programme 04.02 Affaires policières et sécurité-protection	42
Programme 04.03 Recherche des causes et des circonstances des décès	47
Programme 04.04 Commissaire à la déontologie policière	52
Programme 04.05 Comité de déontologie policière	57
Programme 04.06 Sécurité civile.....	62

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DE L'EFFECTIF

PROGRAMMES / ÉLÉMENTS		Crédits initiaux 1999-2000 (k\$)	Crédits comparatifs 1998-1999 (k\$)	Effectif total (ÉTC) 1999-2000	Effectif total (ÉTC) 1998-1999/1)
01	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux				
01-01	Direction et services supports à la gestion	11 748,8	11 748,8	210	210
01-02	Contrôle des alcools, des courses et des jeux	10 752,3	10 847,2	170	170
01-03	Services policiers en milieu autochtone	13 907,8	15 952,8		
01-04	Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale	93 516,8	106 203,8 [2]		
Total programme 01		129 925,7	144 752,6	380	380
02	Sûreté du Québec				
02-01	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	183 954,9	186 863,4	1 834	1 834
02-02	Gestion interne et soutien	135 488,3	135 681,9	780	587
Total programme 02		319 443,2 [3]	322 545,3 [3]	2 614 [4]	2 421
03	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants				
03-01	Services correctionnels	153 650,4	153 485,4	2 791	2 784
03-02	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 532,5	2 517,5	33	33
Total programme 03		156 182,9	156 002,9	2 824	2 817
04	Sécurité et prévention				
04-01	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	6 385,8	6 674,7	107	107
04-02	Affaires policières, sécurité-protection	21 031,8 [5]	22 885,7	357	357
04-03	Recherche des causes et des circonstances des décès	4 497,8	5 315,3	48	48
04-04	Commissaire à la déontologie policière	2 659,0	2 829,5	43	43
04-05	Comité de déontologie policière	1 723,1	1 711,8	20	20
04-06	Sécurité civile [6]	11 697,8	45 202,9	93	93
Total programme 04		47 995,3	84 619,9	668	668
GRAND TOTAL		653 547,1	707 920,7	6 486	6 286
ÉCART TOTAL		(54 373,6) [7]		200	
EN %		(7,7%) [7]		3,2%	

[1] Les 8 ÉTC de la réforme des bingos, les transferts de postes en provenance du SCT et celui à Emploi et Solidarité ont été pris en compte dans le calcul de l'effectif comparatif 1998-1999.

[2] Comprend en 1998-1999, un montant de 6,8 M\$ pour l'affectation au Fonds relatif à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (Commission Nicolet).

[3] Le niveau réel d'activités de la SQ se situe à 432,7 M\$ en 1999-2000 et 426,9 M\$ en 1998-1999 considérant l'affectation des revenus en provenance des municipalités de 106,4 M\$ et 100,3 M\$ aux activités du Fonds des services de police et des investissements de 6,8 M\$ et 4,1 M\$ du Fonds des services de police. Les crédits votés de la SQ incluent une contribution aux activités du Fonds de 96,3 M\$ en 1999-2000 et de 102,2 M\$ pour l'exercice 1998-1999. De plus, les dépenses reliées à l'administration de la Loi sur les armes à feu sont comptabilisées dans un compte à fin déterminée extrabudgétaire et sont remboursées par le gouvernement fédéral.

[4] Excluant les effectifs de la SQ contribuant aux activités du Fonds des services de police, soit 2 477 ÉTC totaux (policiers et civils) en 1999-2000 et 1998-1999.

[5] Comprend en 1999-2000, 1 774,6 k\$ en crédits permanents pour la sécurité à l'Assemblée nationale.

[6] Comprend en 1999-2000, 6 394,0 k\$ en crédits permanents pour l'aide aux sinistrés. En 1998-1999, les crédits de ce programme comprennent un montant de 20,1 M\$ pour l'affectation au Fonds relatif à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998.

[7] Si on exclut les crédits de 26,9 M\$ en 1998-1999 concernant l'affectation au Fonds relatif à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 et de 10,0 M\$ pour les programmes d'assistance financière des autres sinistres, l'écart total observé serait de 17,5 M\$ (-2,5 %).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

BUDGET 1999-2000
CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

SUPERCATÉGORIES	1999-2000		1998-1999		VARIATION	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%
RÉMUNÉRATION	343 728,1	52,6%	343 580,7	48,5%	147,4	0,0%
FONCTIONNEMENT	187 508,4	28,7%	196 808,1	27,8%	(9 299,7)	(4,7%)
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	96 255,5	14,7%	129 110,8	18,2%	(32 855,3)	(25,4%)
TRANSFERT	19 917,4	3,0%	35 014,4	4,9%	(15 097,0)	(43,1%)
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES	31,0	0,0%	31,0	0,0%	,0	0,0%
BUDGET DES DÉPENSES	647 440,4	99,1%	704 545,0	99,5%	(57 104,6)	(8,1%)
IMMOBILISATIONS	17 853,8	2,7%	11 258,2	1,6%	6 595,6	58,6%
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES	61,4	0,0%	61,4	0,0%	,0	0,0%
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	17 915,2	2,7%	11 319,6	1,6%	6 595,6	58,3%
MOINS : AMORTISSEMENT	(11 808,5)	(1,8%)	(7 943,9)	(1,1%)	(3 864,6)	48,6%
TOTAL DES CRÉDITS	653 547,1	100,0%	707 920,7	100,0%	(54 373,6)	(7,7%)

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Direction et services supports à la gestion
Responsables	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé

MANDAT

Oltre le Cabinet du ministre, dont le mandat vise notamment à déterminer les orientations ministérielles, ce programme regroupe le Bureau du sous-ministre, la Direction générale des services à la gestion, la Direction des communications et la Direction des affaires juridiques.

LE BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Le Bureau du sous-ministre est chargé de coordonner l'ensemble des activités du Ministère et de conseiller le Ministre dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3) et toutes les autres lois ayant des incidences sur la gestion du Ministère.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION

La Direction générale des services à la gestion coordonne les dossiers à portée ministérielle en plus d'assister et de conseiller les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des gestionnaires en matière de planification stratégique, d'organisation administrative et de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles. Elle fournit des services en matière d'analyse et d'évaluation de programme et met à la disposition de l'organisation un ensemble de services administratifs spécialisés en vue de faciliter la réalisation de la mission du Ministère. Cette direction générale est composée des trois unités administratives suivantes :

La Direction de l'organisation et des ressources humaines

Cette direction assiste et conseille les autorités du Ministère et les gestionnaires en matière d'organisation administrative, de développement organisationnel, du suivi et de la gestion des ressources humaines et de conditions de travail des employés.

La Direction de l'informatique et des systèmes

Cette direction conseille le Ministère et les utilisateurs en vue d'une gestion optimale des nouvelles technologies de l'information. Elle est responsable du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et bureautiques, de l'élaboration des procédés et méthodes et de la gestion de l'infrastructure technologique du Ministère.

La Direction des ressources matérielles et financières

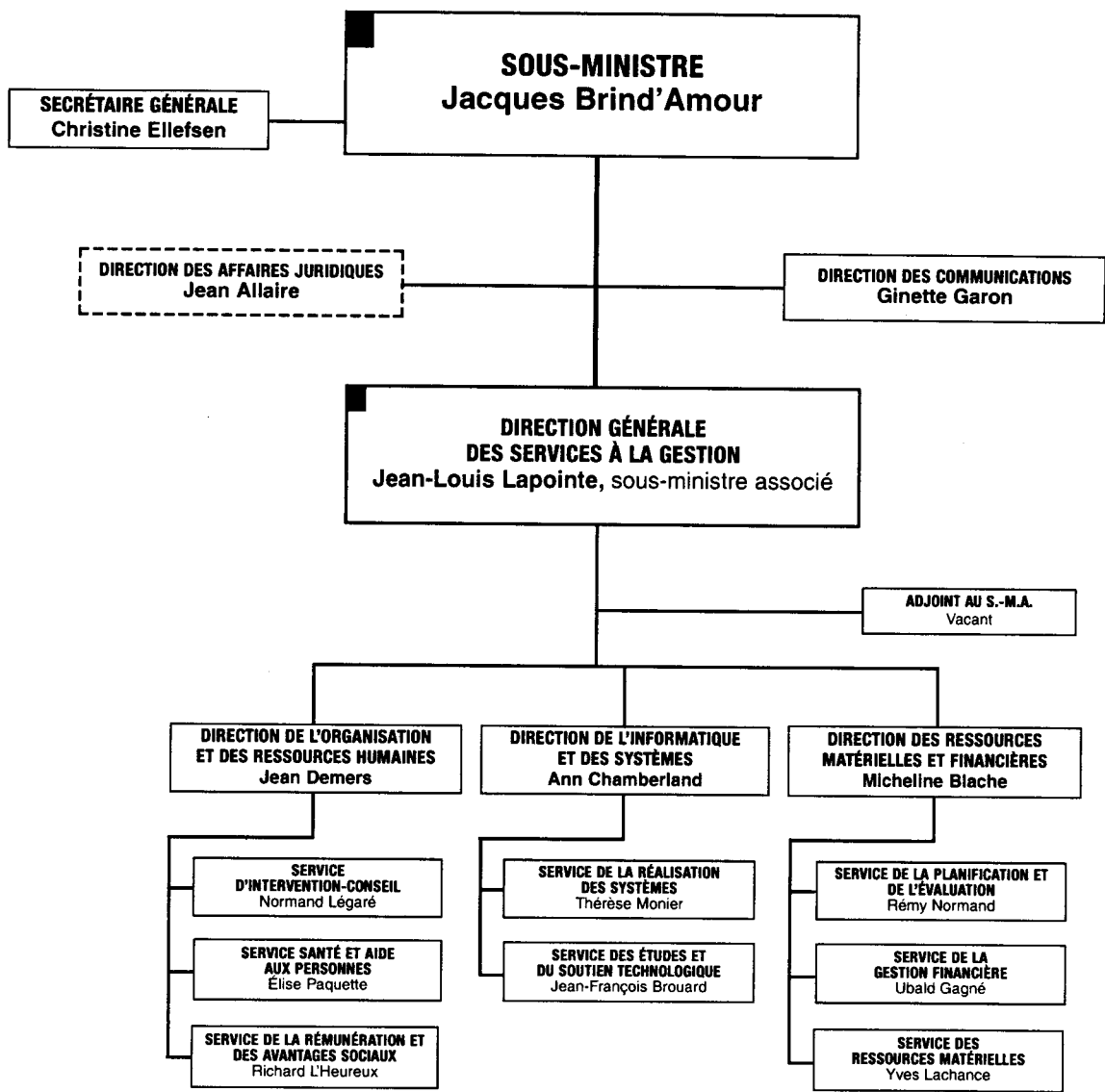
Cette direction conseille les autorités du Ministère, coordonne les activités de planification stratégique et budgétaire, d'évaluation des programmes et de développement des outils d'information et de mesure de résultats. Elle assure également la coordination du plan annuel des dépenses et des revenus, de la gestion immobilière, du cadre réglementaire d'adjudication des contrats, de l'approvisionnement et de la téléphonie.

LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS

La Direction des communications assiste et conseille les autorités du Ministère dans l'élaboration d'une stratégie de communication ministérielle. De plus, cette direction informe la population en général et certaines clientèles cibles sur les lois, les règlements et les programmes du Ministère et offre des services conseils en matière de communications aux directions générales du Ministère.

LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Sous la responsabilité du ministère de la Justice, cette direction fournit les services juridiques sur toutes les matières relevant du ministère de la Sécurité publique, ce qui implique notamment de formuler des avis, de préparer la législation et d'assurer le suivi des dossiers à incidence légale.



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	2	2	-	-
Cadres supérieurs	11	11	-	-
Cadres intermédiaires	2	2	-	-
Professionnels	88	88	-	-
Techniciens	54	54	-	-
Personnel de bureau	50	50	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers	2	2	-	-
Effectif régulier autorisé	209	209	-	-
Effectif total autorisé	210	210	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Direction et services supports à la gestion			
RESPONSABLES:	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	9 234,3	8 902,3	332,0	3,7
Fonctionnement	2 278,1	2 610,1	(332,0)	(12,7)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	226,4	226,4		
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	11 738,8	11 738,8		
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	11 748,8	11 748,8		
Effectif régulier autorisé	209	209		
Effectif total autorisé	210	210		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération: 332,0

. Réaménagement entre supercatégories 332,0

Fonctionnement: (332,0)

. Réaménagement entre supercatégories (332,0)

Total des variations budgétaires 0,0

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Contrôle des alcools, des courses et des jeux
Responsable	M ^e Serge Lafontaine, président

MANDAT

La Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) est instituée en vertu de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., c. R-61). Elle est chargée de l'administration de la Loi sur les courses, de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, de la Loi sur les permis d'alcool, du chapitre V de la Loi sur la sécurité dans les sports et de la section III de la Loi sur la Société des alcools du Québec. Cette dernière disposition concerne la production industrielle ou artisanale des boissons alcooliques.

La Régie surveille également l'application des règlements relatifs aux systèmes de loterie des casinos d'État et aux appareils de loterie vidéo, lesquels sont édictés en vertu de la Loi sur la Société des loteries du Québec. Enfin, elle fournit au ministre de la Sécurité publique des avis sur toute question concernant les effets sociaux des activités visées par ces lois et les mesures de sécurité qu'elle préconise. Elle peut tenir des consultations publiques à cette fin.

Les fonctions qu'elle exerce, dans le cadre de son mandat, sont les suivantes :

- délivrer les permis de détaillants et de fabricants de boissons alcooliques, les licences de bingo, de tirage et de roue de fortune, les licences d'exploitant ou de commerçant d'appareils d'amusement, les certificats d'immatriculation des appareils d'amusement et les enregistrements de concours publicitaires;
- établir les conditions rattachées à ces permis et licences et en contrôler l'exploitation. À titre d'organisme de contrôle et de réglementation, suspendre ou révoquer les permis en cas d'infraction;
- régir et surveiller la tenue des concours publicitaires, l'exploitation des appareils d'amusement, les loteries vidéo et les casinos d'État, les systèmes de loterie, les courses ainsi que l'élevage et l'entraînement des chevaux de course;
- veiller à la protection et à la sécurité du public et contrôler la publicité et les programmes éducatifs lors des activités relatives aux courses et aux loteries, aux concours publicitaires, aux appareils d'amusement et en matière de boissons alcooliques.

De plus, la RACJ exerce les pouvoirs relatifs aux sports de combat qui étaient, auparavant, sous la juridiction de la Régie de la sécurité dans les sports qui a été abolie.

La Régie exerce actuellement un rôle essentiel, en collaboration avec les corps policiers, dans la réalisation des opérations de contrôle visant à préserver les revenus de l'État dans le secteur du jeu de même que dans celui de la vente d'alcool.



99/03/24

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Régisseurs	12	12	-	-
Cadres supérieurs	4	4	-	-
Cadres intermédiaires	4	4	-	-
Professionnels	29	29	-	-
Techniciens	31	31	-	-
Personnel de bureau	75	75	-	-
Ouvriers	1	1	-	-
Effectif régulier autorisé	157	157	-	-
Effectif total autorisé	170	170	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Contrôle des alcools, des courses et des jeux			
RESPONSABLE:	Me Serge Lafontaine, président			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	7 650,0	7 056,0	594,0	8,4
Fonctionnement	2 926,5	3 615,4	(688,9)	(19,1)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	0,7	0,7		
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	10 577,2	10 672,1	(94,9)	(0,9)
Immobilisations	167,4	167,4		
Prêts, placements et avances	7,7	7,7		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	175,1	175,1		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	10 752,3	10 847,2	(94,9)	(0,9)
Effectif régulier autorisé	157	157		
Effectif total autorisé	170	170		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (94,9)

Ajustement du SCT:

. Nouvelle tarification des loyers SIQ

(94,9)

Total des variations budgétaires

(94,9)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

2. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 594,0

• Réaménagement entre supercatégories	594,0
---------------------------------------	-------

Fonctionnement: (688,9)

- Ajustement du SCT:

. Nouvelle tarification des loyers SIQ	(94,9)
--	--------

• Réaménagement entre supercatégories	(594,0)
---------------------------------------	---------

(688,9)

Total des variations budgétaires

(94,9)

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Services policiers en milieu autochtone
Responsable	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre

MANDAT

Le ministère de la Sécurité publique gère un programme de services policiers en milieu autochtone. Ce programme repose sur des ententes tripartites (gouvernement du Québec, gouvernement fédéral, communautés) avec les différentes communautés autochtones du Québec concernant la prestation des services policiers dans leur communauté.

Le Ministère a élaboré ce programme dans un souci d'harmonisation pour la mise en place de services policiers dans les communautés autochtones du Québec en coordination avec les services policiers déjà existants sur le territoire québécois, dans le but d'assurer le maintien de l'ordre et de la paix chez les autochtones du Québec.

Une telle approche permet d'assumer la juridiction du Québec en cette matière auprès des autochtones et également d'en partager les coûts avec le gouvernement fédéral, dans une proportion de 52 % pour le fédéral et 48 % pour le Québec.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Services policiers en milieu autochtone			
RESPONSABLE:	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération				
Fonctionnement	662,8	662,8		
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	13 245,0	15 290,0	(2 045,0)	(13,4)
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	13 907,8	15 952,8	(2 045,0)	(12,8)
Immobilisations				
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
Moins: Amortissement				
TOTAL :	13 907,8	15 952,8	(2 045,0)	(12,8)
Effectif régulier autorisé				
Effectif total autorisé				

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (2 045,0)

Ajustement du SCT:

. Budget d'infrastructures policières - 9 communautés Cries
(non récurrent)

(2 520,0)

Autre ajustement:

- Réaménagement entre programmes

475,0

(2 045,0)

Total des variations budgétaires

(2 045,0)

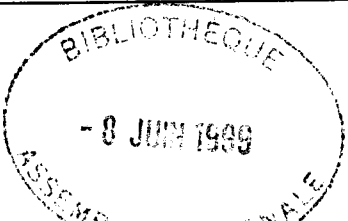
ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Transfert (2 045,0)

. Ajustement du SCT:		
. Budget d'infrastructures policières - 9 communautés Cries (non récurrent)	(2 520,0)	
. Autre ajustement:		
Réaménagement entre programmes	475,0	
		<hr/>
		(2 045,0)

Total des variations budgétaires	(2 045,0)
---	------------------



Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale
Responsables	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé

MANDAT

Cet élément de programme regroupe certaines dépenses imputées centralement pour fin d'allègement administratif. Il s'agit des contributions du Ministère à titre d'employeur, du budget d'investissements et de la dépense afférente en amortissement, du coût du loyer du parc immobilier et des autres éléments de gestion centrale.

L'élément de programme comprend également des crédits destinés aux autres priorités ministérielles pouvant être financées centralement, notamment le passage à l'an 2000.

LES CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEUR

Ce poste regroupe les enveloppes affectées aux contributions d'employeur pour la Régie des rentes, les programmes de santé, l'assurance emploi, les assurances collectives et une partie de la contribution du Ministère pour la santé et la sécurité au travail.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Il s'agit des crédits relatifs aux projets de développement informatique et aux acquisitions courantes en immobilisation (ameublement, équipement, flotte automobile, etc.).

AUTRES ÉLÉMENTS DE DÉPENSES

Ces dépenses regroupent le coût du loyer du parc immobilier du Ministère, des télécommunications, du courrier, de la messagerie, de l'amortissement afférent aux investissements et des autres services communs.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale			
RESPONSABLES:	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	19 341,1	19 949,8	(608,7)	(3,1)
Fonctionnement	75 387,4	79 674,7	(4 287,3)	(5,4)
Affectation à un fonds spécial		6 800,0	(6 800,0)	(100,0)
Transfert				
Provision pour créances douteuses	31,0	31,0		
BUDGET DES DÉPENSES	94 759,5	106 455,5	(11 696,0)	(11,0)
Immobilisations	2 859,9	2 915,9	(56,0)	(1,9)
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	2 859,9	2 915,9	(56,0)	(1,9)
Moins: Amortissement	(4 102,6)	(3 167,6)	(935,0)	29,5
TOTAL :	93 516,8	106 203,8	(12 687,0)	(11,9)
Effectif régulier autorisé				
Effectif total autorisé				

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (12 687,0)

Mesures d'économies budgétaires:

. Récurrence des mesures de rationalisation 1998-1999 (2 957,3)

Ajustements du SCT:

. Crédits pour la Commission relative à la tempête de verglas
survenue du 5 au 9 janvier 1998 (non récurrents) (6 800,0)

. Crédits pour la Commission Roberge (non récurrents) (545,0)

. Nouvelle tarification des loyers SIQ et projets immobiliers (2 500,3)

. Transfert des coûts d'entretien du système SAGIP 136,5

. Variation nette des crédits relatifs aux contributions
d'employeur (170,9)

(9 879,7)

Autre ajustement:

. Réaménagement entre programmes 150,0

Total des variations budgétaires**(12 687,0)**

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (608,7)

. Mesures d'économies budgétaires (récurrence des mesures de rationalisation 1998-1999)	(587,8)	
. Ajustement du SCT:		
. . Variation nette des crédits relatifs aux contributions d'employeur	(170,9)	
. Autre ajustement:		
. . Réaménagement entre programmes	150,0	
		<hr/>
		(608,7)

Fonctionnement: (4 287,3)

. Mesures d'économies budgétaires (récurrence des mesures de rationalisation 1998-1999)	(2 369,5)	
. Ajustements du SCT:		
. . Nouvelle tarification des loyers SIQ et projets immobiliers	(2 500,3)	
. . Transfert des coûts d'entretien SAGIP	136,5	
. . Crédits pour la Commission Roberge (non récurrents)	(545,0)	
. Variation de la dépense d'amortissement	935,0	
. Réaménagement entre supercatégories	56,0	
		<hr/>
		(4 287,3)

Affectation à un fonds spécial: (6 800,0)

. Ajustement du SCT:	(6 800,0)
. . Crédits pour la commission relative à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (non récurrents)	

Immobilisations: (56,0)

. Réaménagement entre supercatégories	(56,0)
---------------------------------------	--------

Moins : Variation de la dépense d'amortissement (935,0)

Total des variations budgétaires**(12 687,0)**

Identification	Titre
Programme	Sûreté du Québec
Élément	
Responsable	Monsieur Florent Gagné, directeur général

MANDAT

Le législateur québécois a défini en ces termes le mandat de la Sûreté du Québec : « La Sûreté du Québec est, sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec, et d'en rechercher les auteurs... » (LRQ, chap. P-13, art. 39)

Ainsi, elle est chargée de l'application de nombreuses lois québécoises, notamment le *Code de la sécurité routière*, la *Loi sur l'assurance automobile*, les lois en matière de loteries, de courses, de concours publicitaires et d'appareils d'amusement, la *Loi sur les explosifs*, la *Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité*, la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques*, la *Loi sur les permis d'alcool* et la *Loi sur la Société des alcools du Québec*.

De même, dans le cadre de son mandat légal, la Sûreté du Québec applique diverses lois fédérales sur le territoire québécois, dont principalement le *Code criminel*, la *Loi sur les aliments et drogues* et la *Loi sur les explosifs*.

Spécifiquement en matière de renseignements, l'article 39.1 de la *Loi de police* stipule ce qui suit :
« La Sûreté maintient un service central de renseignements ayant pour but de faciliter la détection du crime et le dépistage de leurs auteurs et met ce service à la disposition des autres corps de police. »

Par ses services spécialisés, elle est appelée à intervenir conjointement avec les forces de police municipales et autochtones ainsi qu'à effectuer des opérations avec ces dernières. La Sûreté du Québec assume de plus un rôle conseil en matière d'organisation de services policiers en milieu autochtone.

ORGANISATION

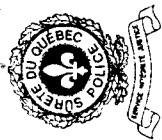
Organigramme

Voir annexe ci-joint

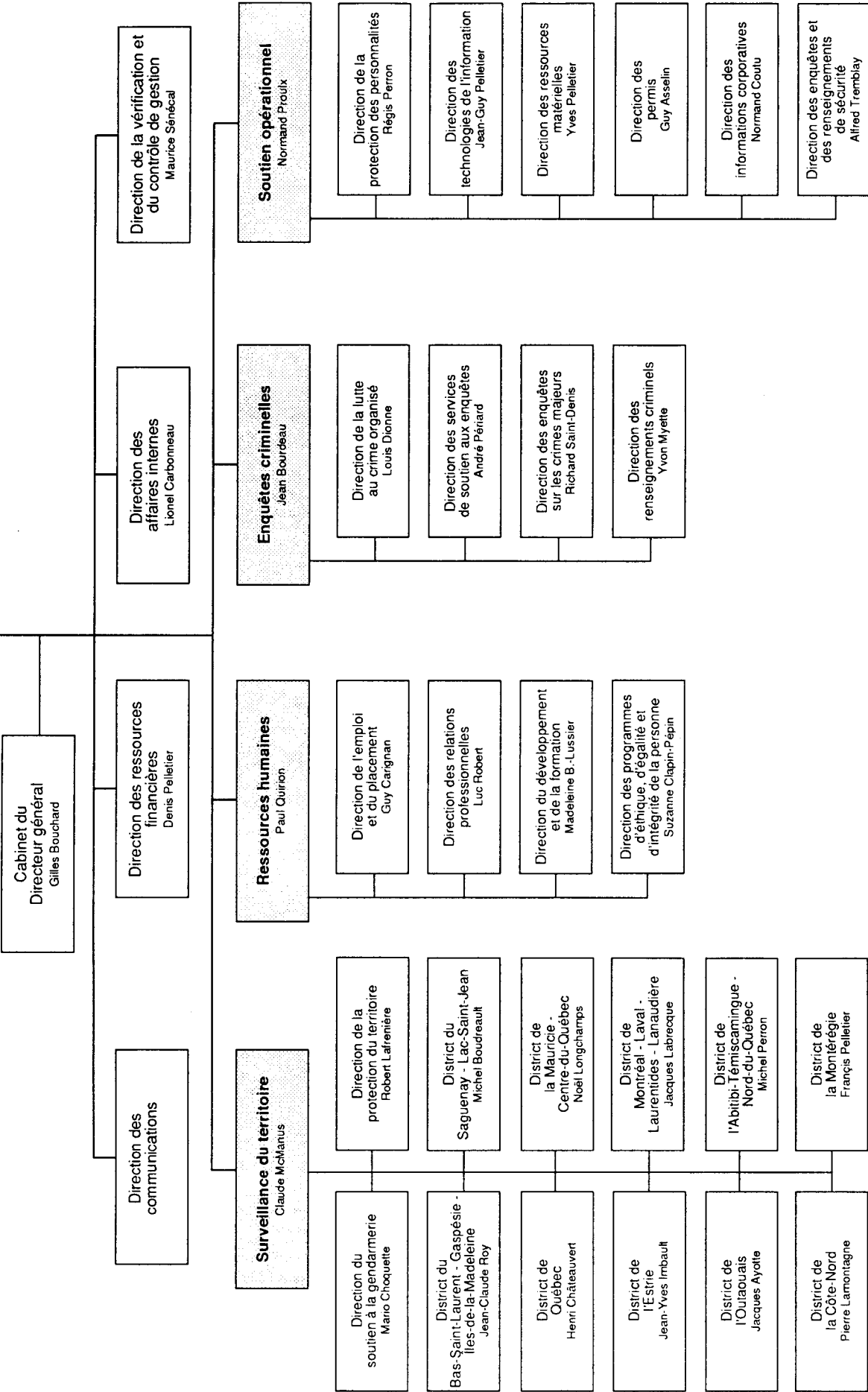
Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	-	-	-	-
Cadres supérieurs	17	17	-	-
Cadres intermédiaires	25	16	9	56.3
Professionnels	123	123	-	-
Techniciens	160	160	-	-
Personnel de bureau	810	815	(5)	(.6)
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	28	28	-	-
Effectif régulier civil autorisé	1 163	1 159	4	.3
Effectif total civil autorisé	1 398	1 205	193	16.0
EFFECTIFS POLICIERS				
Policiers autorisés	3 693	3 693	-	-
GRAND TOTAL *	5 091	4 898	193	3.9

* Le grand total de 5 091 ETC comprend les effectifs autorisés de 2 614 ETC au programme 02 du Livre des crédits ainsi que les effectifs contribuant aux activités du Fonds des services de police au nombre de 2 477 ETC. Il est à noter que les effectifs autorisés de 2 614 ETC au Livre des crédits incluent les effectifs contribuant aux activités du compte à fin déterminée pour l'administration de la Loi sur les armes à feu au nombre de 266 ETC.



DIRECTEUR GÉNÉRAL
Florent Gagné



SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	02 Sûreté du Québec			
ÉLÉMENT:	01 Protection de la société, des citoyens et de leurs biens			
	02 Gestion interne et soutien			
RESPONSABLE:	M. Florent Gagné, directeur général			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	153 943.1	150 479.1	3 464.0	2.3
Fonctionnement	62 276.1	66 654.5	(4 378.4)	(6.6)
Affectation à un fonds spécial	96 255.5	102 210.8	(5 955.3)	(5.8)
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	312 474.7	319 344.4	(6 869.7)	(2.2)
Immobilisations	14 664.4	7 967.2	6 697.2	84.1
Prêts, placements et avances	10.0	10.0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	14 674.4	7 977.2	6 697.2	84.0
Moins: Amortissement	(7 705.9)	(4 776.3)	(2 929.6)	61.3
TOTAL :	319 443.2	322 545.3	(3 102.1)	(1.0)
Effectif régulier autorisé	2 403	2 399	4	0.2
Effectif total autorisé	2 614	2 421	193	8.0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération:

. Réaménagement budgétaire et révision des bases de répartition des dépenses entre la SQ et le FSP	10 341,3	
. Administration des armes à feu (création d'un CFD)	(3 600,0)	
. Dépenses non récurrentes (Opérations spéciales)	(7 577,3)	
. Transfert du budget de surtemps policier relatif aux enquêtes criminelles à la supercatégorie "rémunération"	<u>4 300,0</u>	3 464,0

Fonctionnement:

. Réaménagement budgétaire et révision des bases de répartition des dépenses entre la SQ et le FSP	(2 048,7)	
. Administration des armes à feu (création d'un CFD)	(303,5)	
. Dépenses non récurrentes (Opérations spéciales)	(2 643,1)	
. Transfert du budget de surtemps policier relatif aux enquêtes criminelles à la supercatégorie "rémunération"	(4 300,0)	
. Mesures de développement	4 200,0	
. Fin des commissions Poitras et Roberge	(2 212,7)	
. Variation des dépenses d'amortissement	<u>2 929,6</u>	(4 378,4)

Affectation à un fonds spécial:

. Réaménagement budgétaire et révision des bases de répartition des dépenses entre la SQ et le FSP	(3 103,2)	
. Augmentation des revenus de tarification aux municipalités	(5 852,1)	
. Mesures de développement	<u>3 000,0</u>	(5 955,3)

Immobilisations:

. Ajustement concernant la prévision en matière d'investissement en immobilisations (acquisition d'un système d'identification dactyloscopique et de photographies signalétiques et parc automobile SQ)		6 697,2
---	--	---------

Amortissement:

. Variation des dépenses d'amortissement		<u>(2 929,6)</u>
--	--	------------------

Total des variations budgétaires**(3 102,1)**

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Services correctionnels
Responsable	M ^{me} Louise Pagé, sous-ministre associée

MANDAT

En tant que composante du système de justice pénale, la Direction générale des services correctionnels a pour mission d'assurer la protection de la population québécoise en :

- éclairant le milieu judiciaire sur tous les aspects devant faciliter l'imposition des mesures non sentencielles et sentencielles appropriées aux personnes reconnues coupables de crimes;
- administrant les décisions du tribunal et les demandes des autres référants judiciaires;
- favorisant, auprès des personnes dont elle a la garde, la prise en charge de leurs responsabilités, dans le respect de leurs droits;
- travaillant activement à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

La Direction générale des services correctionnels (DGSC) applique la *Loi sur les services correctionnels du Québec* et ses règlements, certains articles du *Code criminel*, du *Code de procédure pénale* et de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*.

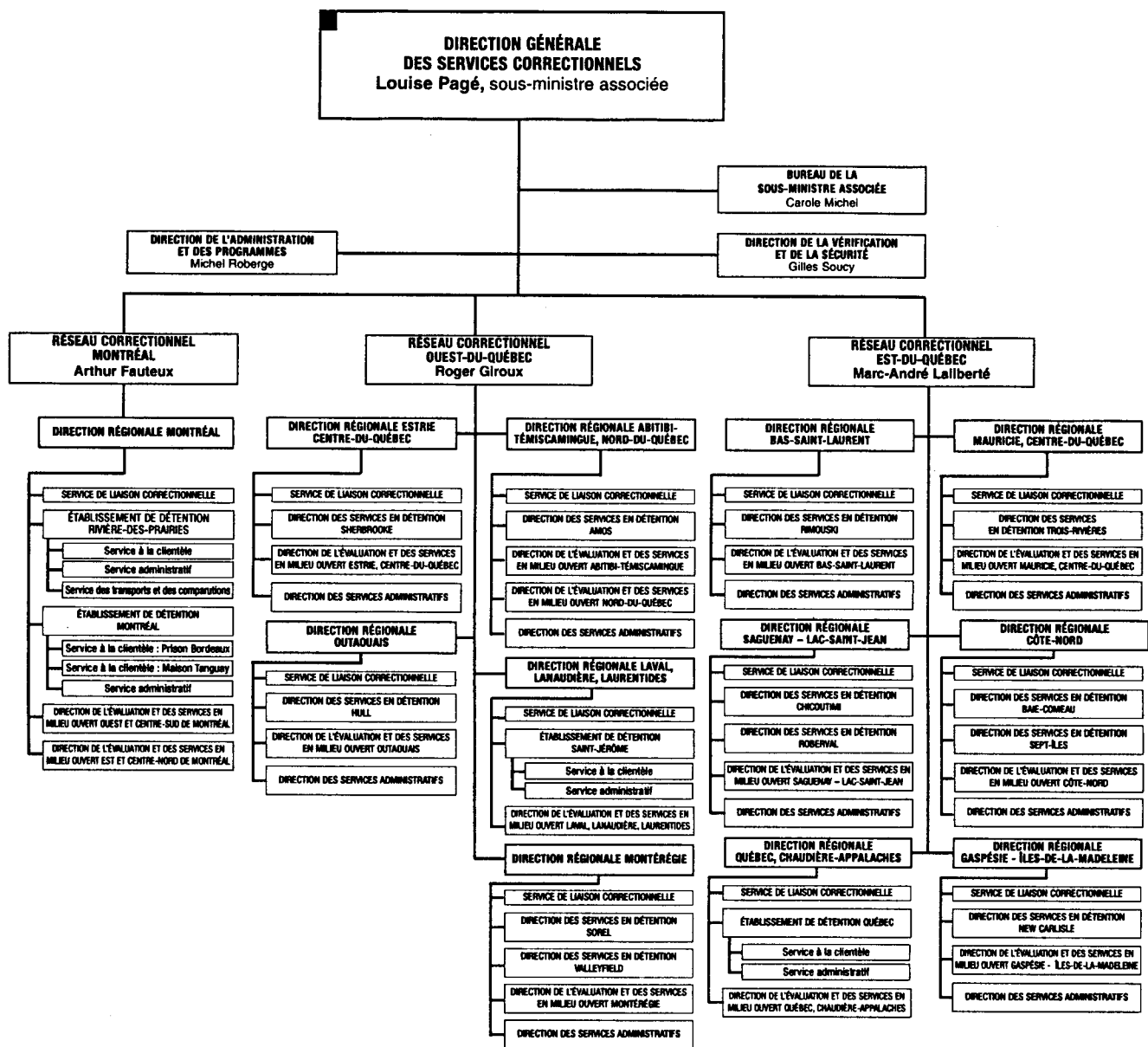
Concrètement, la DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors des comparutions, effectue les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi à l'occasion son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en détention pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

De plus, au moyen d'une procédure appelé « Éclairage aux tribunaux », le personnel de la Direction générale fournit à la Cour des renseignements sur le cheminement des personnes contrevenantes afin d'aider les juges à rendre la sentence la plus adéquate possible. Le personnel de la DGSC joue également un rôle actif dans le suivi de l'application des mesures probatoires avec surveillance, de travaux communautaires, d'ordonnance de sursis, de libération conditionnelle ou d'autres dispositions prévues aux lois, pour faciliter la réinsertion sociale des personnes qui leur sont confiées. Ce travail d'information, d'aide et de conseil se fait en étroite partenariat avec la communauté. Enfin, la Direction générale est aussi responsable des services de liaison à la Cour, du programme Alcofrein et du programme de travaux compensatoires.

La Direction générale a amorcé en 1995-1996 la réforme de l'organisation correctionnelle québécoise. À partir d'un certain nombre de constats portant sur l'ensemble du système pénal et en tenant compte de l'évolution de l'environnement gouvernemental, social et pénal, la réforme propose de passer d'un traitement trop axé sur la répression et l'incarcération à un traitement plus axé, entre autres, sur la prévention, la résolution des conflits et un recours à l'incarcération pour les seuls individus qui menacent la sécurité de la population et sur une utilisation modérée et adéquate des systèmes pénal et correctionnel. Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché la restructuration administrative de l'organisation afin d'intégrer et de régionaliser les services à la clientèle, la révision des processus de prestation de services, l'adaptation de la contribution des organismes communautaires, un meilleur arrimage des interventions des milieux ouvert et fermé ainsi que des avis mieux adaptés aux demandes des tribunaux.

La Direction générale des services correctionnels a complété la révision des processus et a maintenant en main un cadre d'action pour définir comment elle offrira dorénavant les services aux clientèles en association avec ses partenaires communautaires. Pour les mois à venir, la DGSC procédera à l'implantation des processus révisés.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Administrateur d'État	1	1	-	-
Cadres supérieurs	10	10	-	-
Cadres intermédiaires	255	265	(10)	(3,8)
Professionnels	412	395	17	4,3
Techniciens	55	55	-	-
Personnel de bureau	245	245	-	-
Agents de la paix	1573	1573		0,0
Ouvriers	140	140	-	-
Effectif régulier autorisé	2691	2684	7	0,3
Effectif total autorisé	2791	2784	7	0,3

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants			
ÉLÉMENT:	Services correctionnels			
RESPONSABLE:	Mme Louise Pagé, sous-ministre associée			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	120 442,6	121 750,7	(1 308,1)	(1,1)
Fonctionnement	33 197,8	31 724,7	1 473,1	4,6
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	153 640,4	153 475,4	165,0	0,1
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	153 650,4	153 485,4	165,0	0,1
Effectif régulier autorisé	2 691	2 684	7	0,3
Effectif total autorisé	2 791	2 784	7	0,3

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (1 308,1)

. Ajustements du SCT:		
. . Gestion de la surpopulation carcérale	1 453,1	
. . Mesures de sécurité - ASC (partie des coûts non récurrents)	(1 869,2)	
. . Service d'évaluation des conjoints violents	381,5	
. Réaménagement entre supercatégories	(1 273,5)	
		(1 308,1)

Fonctionnement: 1 473,1

. Ajustements du SCT:		
. . Gestion de la surpopulation carcérale	594,3	
. . Impact de la législation fédérale sur le programme de travaux compensatoires (PTC)	1 000,0	
. . Mesures de sécurité - ASC (partie des coûts non récurrents)	(1 394,7)	
. Réaménagement entre supercatégories	1 273,5	
		1 473,1

Total des variations budgétaires	165,0
---	--------------

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Responsable	Madame Isabelle Demers, présidente

MANDAT

La Commission québécoise des libérations conditionnelles a pour mission de protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue. Elle a pour mandat légal d'octroyer ou de refuser la libération conditionnelle à toute personne condamnée, entre 6 et 24 mois dans un établissement de détention de juridiction provinciale, à une peine en vertu d'une infraction au code criminel ou à la loi pénale provinciale. En cas d'octroi, elle détermine les modalités d'application incluant la suspension et la révocation de la libération conditionnelle en cas de bris de condition ou de récidive.

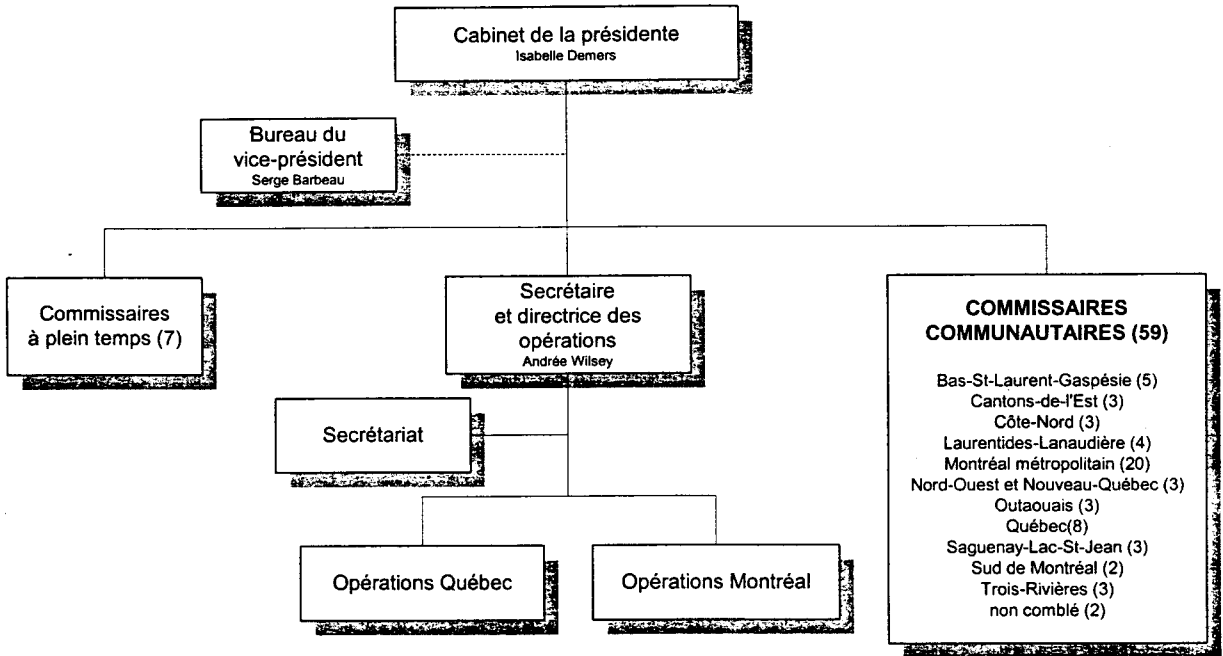
En vertu de la loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., C.L.-11) la Commission doit procéder à l'examen du dossier de la personne détenue au moment de son admissibilité à une libération conditionnelle, soit au tiers de la sentence d'incarcération, à moins que la personne n'y renonce par écrit, son cas fait automatiquement l'objet d'un examen.

La Commission détient aussi une compétence exclusive en matière de libération conditionnelle pour les personnes détenues dans un établissement de détention provincial à la suite d'une sentence de 2 ans et plus. Elle agit aussi comme tribunal d'appel pour les cas de refus ou révocation en matière d'absence temporaire.

La personne détenue a le droit d'être présente à l'audience, d'être représentée ou assistée par toute personne de son choix, à l'exception d'une personne détenue dans un autre centre de détention. Les audiences sont tenues dans les dix-sept établissements de détention du Québec et dans trois locaux des services correctionnels du Québec pour les personnes bénéficiant d'un programme extérieur de réinsertion sociale. Ces audiences sont tenues par un membre à plein temps et un membre à temps partiel (commissaire communautaire). Ils décident à l'unanimité de l'octroi ou de refus de la libération conditionnelle. La décision doit être écrite, motivée et rendue avec diligence le jour même, sauf exception.

En rendant sa décision, la Commission tient compte de toute l'information disponible, et notamment de la personnalité et du comportement de la personne détenue, de son casier judiciaire, de son habileté à remplir ses obligations, de ses projets, de ses relations familiales et sociales, de ses emplois antérieurs et de ses aptitudes au travail. De plus, elle prend acte de sa conduite pendant la période de détention et pendant toute période de mise en liberté sous condition antérieure à sa date d'admissibilité à la libération conditionnelle.

COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Présidente	1	1	-	-
Commissaires	8	8	-	-
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Professionnels	8	8	-	-
Techniciens	0	0	-	-
Personnel de bureau	13	13	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	31	31	-	-
Effectif total autorisé	33	33	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants			
ÉLÉMENT:	Commission québécoise des libérations conditionnelles			
RESPONSABLE:	Mme Isabelle Demers, présidente			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	1 731,8	1 791,6	(59,8)	(3,3)
Fonctionnement	789,1	714,3	74,8	10,5
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	2 520,9	2 505,9	15,0	0,6
Immobilisations	10,4	10,4		
Prêts, placements et avances	1,2	1,2		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	11,6	11,6		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	2 532,5	2 517,5	15,0	0,6
Effectif régulier autorisé	31	31		
Effectif total autorisé	33	33		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 15,0

Ajustement du SCT:

. Nouvelle tarification des loyers SIQ

15,0

Total des variations budgétaires

15,0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (59,8)

. Réaménagement entre supercatégories (59,8)

Fonctionnement: 74,8

. Ajustement du SCT:		
. Nouvelle tarification des loyers SIQ	15,0	
. Réaménagement entre supercatégories	59,8	
		74,8

Total des variations budgétaires 15,0

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Expertises judiciaires
Responsables	M. Denis Racicot, sous-ministre associé M. Yves Ste-Marie, directeur du Laboratoire

MANDAT

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité a pour mandat d'effectuer, à des fins d'administration de la justice et de soutien aux enquêtes policières et judiciaires, des expertises impartiales dans différents domaines hautement spécialisés. Le système judiciaire en place au Québec étant basé sur la présomption d'innocence, cette direction doit fournir le support nécessaire à l'administration de la justice, notamment par l'entremise d'expertises judiciaires. C'est ainsi que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale recueille des éléments de preuve et d'expertise judiciaire dans le domaine de la médecine légale, des sciences judiciaires, de la toxicologie et de l'alcool, de la chimie, de la physique, de la biologie et de l'expertise comptable.

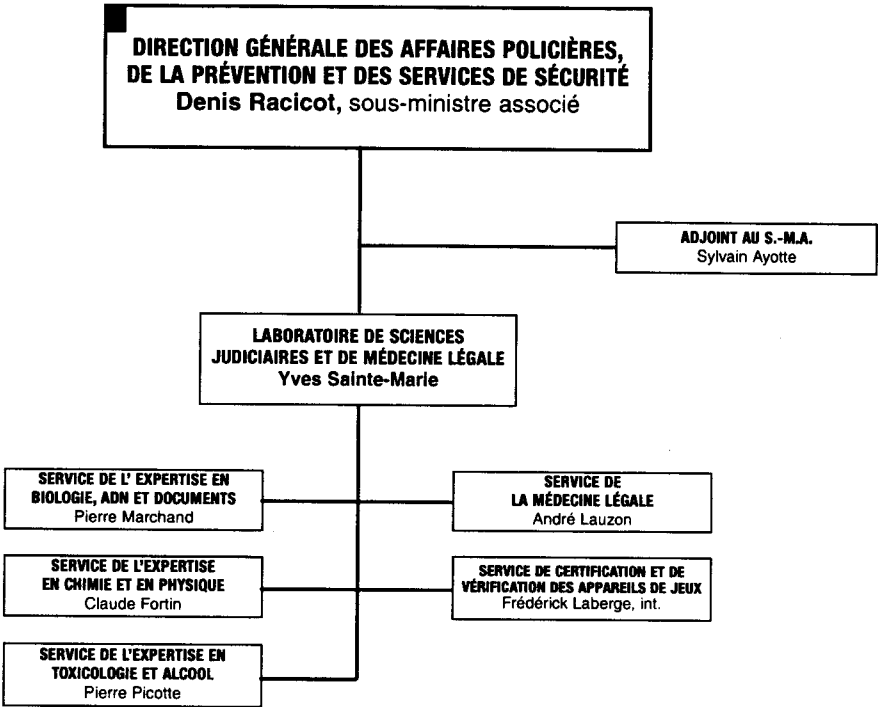
En plus de soutenir et d'orienter les enquêtes policières, les résultats des expertises peuvent conduire à innocenter des suspects et à éviter que des accusations préjudiciables ne soient portées contre eux. À l'inverse, ils servent souvent à incriminer un suspect.

Le Laboratoire a amélioré de façon significative au cours de la dernière année son expertise en matière de production de la preuve par le recours à une nouvelle technologie en matière d'analyse de l'ADN humain. Il se met aussi au diapason des autres juridictions nord-américaines et pourra participer à l'échange d'information avec ces dernières.

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale participe également au processus garantissant l'intégrité des appareils de jeux pour les casinos d'État et le système public de loterie vidéo. Il est responsable de la certification des jeux et des prototypes d'appareils, de même que de la vérification des jeux et des appareils à l'issue de leur fabrication ou lorsque des modifications y sont apportées.

Sur le plan administratif, la transformation de la Direction des expertises judiciaires en une Unité autonome de services (UAS), tout en mettant l'accent sur la mesure des résultats attendus, lui a donné plus de latitude dans sa gestion quotidienne. Dans ce contexte, le Laboratoire envisage notamment de mettre davantage à contribution ses clientèles dans le financement de ses services.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Cadres intermédiaires	3	3	-	-
Professionnels	56	56	-	-
Techniciens	29	29	-	-
Personnel de bureau	18	18	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	107	107	-	-
Effectif total autorisé	107	107	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Expertises judiciaires			
RESPONSABLES:	M. Denis Racicot, sous-ministre associé M. Yves Ste-Marie, directeur du Laboratoire			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	5 473,5	5 503,1	(29,6)	(0,5)
Fonctionnement	912,3	1 161,6	(249,3)	(21,5)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	6 385,8	6 664,7	(278,9)	(4,2)
Immobilisations		10,0	(10,0)	(100,0)
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS		10,0	(10,0)	(100,0)
Moins: Amortissement				
TOTAL :	6 385,8	6 674,7	(288,9)	(4,3)
Effectif régulier autorisé	107	107		
Effectif total autorisé	107	107		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (29,6)

- . Ajustement du SCT: (29,6)
- . Certification et vérification des appareils de jeux

Fonctionnement: (249,3)

- . Ajustements du SCT:
- . Certification et vérification des appareils de jeux (19,8)
- . Déménagement et agrandissement du Laboratoire en (229,5)
- 1998-1999 (dépenses non récurrentes). (249,3)

Immobilisations: (10,0)

- . Ajustement du SCT: (10,0)
- . Certification et vérification des appareils de jeux

Total des variations budgétaires (288,9)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Affaires policières et sécurité-protection
Responsable	M. Denis Racicot, sous-ministre associé

MANDAT

La Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité a pour mandat de conseiller le Ministre en matière d'organisation policière, de prévention de la criminalité et de sécurité publique.

À cette fin, la direction générale est chargée d'élaborer et de proposer des politiques applicables en ces domaines. Elle veille à l'application des lois relatives au milieu policier et favorise la promotion de la coordination de l'action policière et du milieu de la prévention. Également, la direction générale délivre, renouvelle, suspend ou révoque les permis d'agences d'investigation ou de sécurité. Enfin, cette dernière est chargée d'assurer le transport et la protection des membres du Conseil exécutif et la sécurité de certains édifices gouvernementaux.

La direction générale comprend quatre unités administratives : la Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité, la Direction des services de sécurité et de protection, le Service général d'inspection des corps policiers et le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, qui fut transformé en 1996-1997 en unité autonome de services.

La Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité

La Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité est responsable de l'application des dispositions de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) relatives à l'établissement, au maintien ou à l'abolition d'un corps de police ou à la diminution de son effectif. Elle conseille les autorités du Ministère relativement à la conclusion d'ententes intermunicipales et aux demandes d'enquête sur les services de police qui sont soumises à l'approbation du Ministre. Elle prépare également les dossiers relatifs aux permis d'agences d'investigation ou de sécurité ainsi que pour la nomination des constables spéciaux. De plus, elle favorise la coordination des activités policières, notamment à la suite des questions soulevées par les tribunaux ou le Bureau du coroner, ou encore à la suite de l'adoption de différentes lois par l'Assemblée nationale. Elle exerce aussi ses fonctions en favorisant le développement et la promotion de la prévention de la criminalité au Québec et elle coordonne l'action des différents partenaires impliqués en ce domaine.

La Direction des services de sécurité et de protection

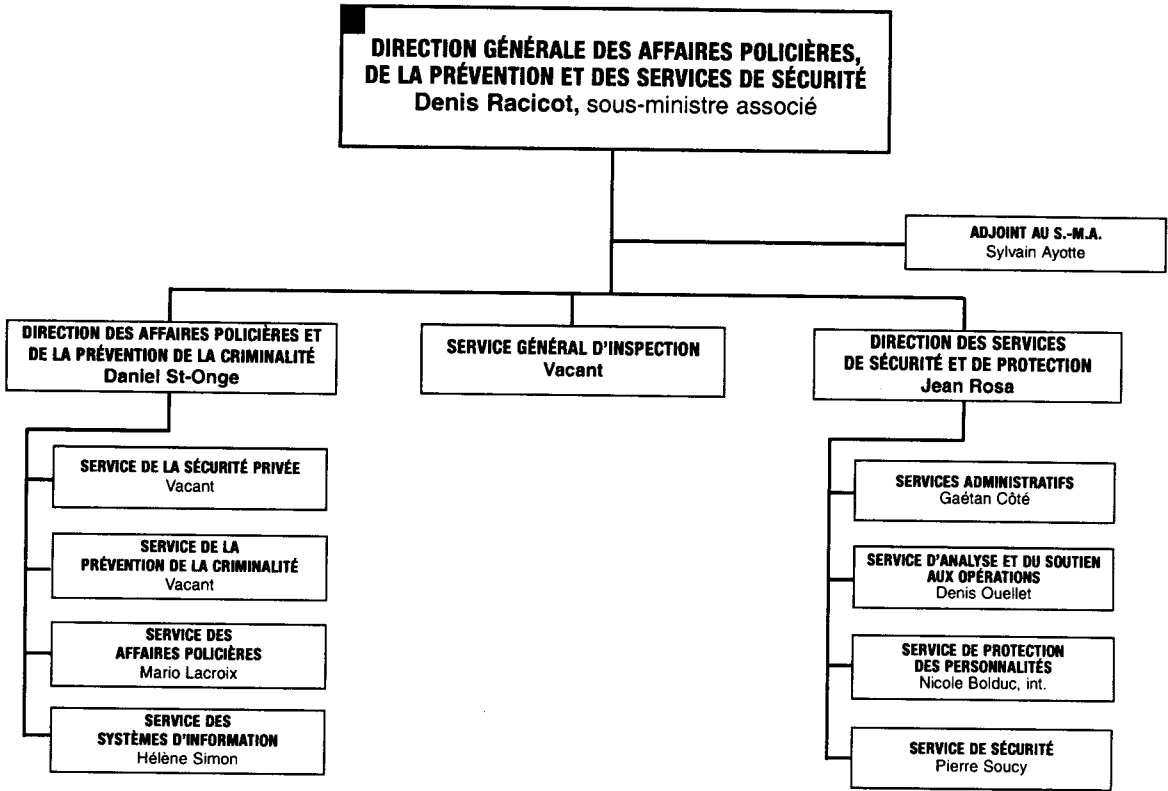
La Direction des services de sécurité et de protection a un double mandat. En premier lieu, elle assure la sécurité et le maintien de l'ordre dans les palais de justice et dans certains édifices gouvernementaux. Deuxièmement, elle assure la protection et le transport des membres du Conseil exécutif et de différentes personnalités désignées par le gouvernement.

Le Service général d'inspection des corps policiers

Le Service général d'inspection des corps policiers assume l'inspection de l'administration de la Sûreté du Québec et des autres corps de police du Québec ainsi que les activités de leurs membres et des constables spéciaux.

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale

Le mandat de cette unité administrative est décrit au programme 04, élément 01.



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1	-	-
Cadres supérieurs	4	4	-	-
Cadres intermédiaires	9	9	-	-
Professionnels	25	25	-	-
Techniciens	7	7	-	-
Personnel de bureau	30	30	-	-
Agents de la paix	279	279	-	-
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	355	355	-	-
Effectif total autorisé	357	357	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Affaires policières et sécurité-protection			
RESPONSABLE:	M. Denis Racicot, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	15 568,7	17 192,4	(1 623,7)	(9,4)
Fonctionnement	5 300,3	5 530,5	(230,2)	(4,2)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	148,3	148,3		
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	21 017,3	22 871,2	(1 853,9)	(8,1)
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	14,5	14,5		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	14,5	14,5		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	21 031,8	22 885,7	(1 853,9)	(8,1)
Effectif régulier autorisé	355	355		
Effectif total autorisé	357	357		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (1 853,9)		
. Ajustements du SCT :		
. Protection de 4 nouveaux ministres	443,5	
. Crédits de la Commission Poitras (non récurrents)	(449,5)	
. Amendement de la convention collective des constables spéciaux concernant la relativité salariale (rétroactivité non récurrente).	(1 847,9)	
		<hr/>
		(1 853,9)

Total des variations budgétaires	<hr/>	(1 853,9)
---	-------	------------------

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (1 623,7)

. Ajustements du SCT :		
. Protection de 4 nouveaux ministres	277,6	
. Crédits de la Commission Poitras (non récurrents)	(53,4)	
. Amendement de la convention collective des constables spéciaux concernant la relativité salariale (rétroactivité non récurrente).	(1 847,9)	
		(1 623,7)

Fonctionnement: (230,2)

. Ajustements du SCT :		
. Protection de 4 nouveaux ministres	165,9	
. Crédits de la Commission Poitras (non récurrents)	(396,1)	
		(230,2)

Total des variations budgétaires (1 853,9)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Recherche des causes et des circonstances des décès
Responsable	M ^e Pierre Morin, coroner en chef

MANDAT

En vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., c. R-0.2), le coroner est un officier public qui a compétence à l'égard de tout décès survenu au Québec, de même que sur tout mode de disposition, au Québec, du cadavre de toute personne décédée hors du Québec dans des circonstances obscures ou violentes, ou dont les causes médicales probables du décès sont inconnues.

Certains types de décès doivent lui être obligatoirement signalés:

- décès d'une personne dont l'identité est inconnue;
- décès survenu dans des circonstances obscures ou violentes;
- décès au sujet duquel un médecin ne peut établir la cause probable;
- décès survenu dans un des lieux suivants :
centre de détention et pénitencier, centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), famille d'accueil, garderie, poste de police et établissement où des personnes sont admises en cure fermée;
- décès survenu à l'occasion d'un sinistre.

À l'égard de ces décès, le coroner doit établir au moyen d'une investigation et, le cas échéant, au moyen d'une enquête, l'identité de la personne décédée, la date et le lieu du décès, les causes probables du décès, à savoir les maladies, les états morbides, les traumatismes ou les intoxications qui ont causé le décès ou y ont abouti ou contribué ainsi que les circonstances du décès.

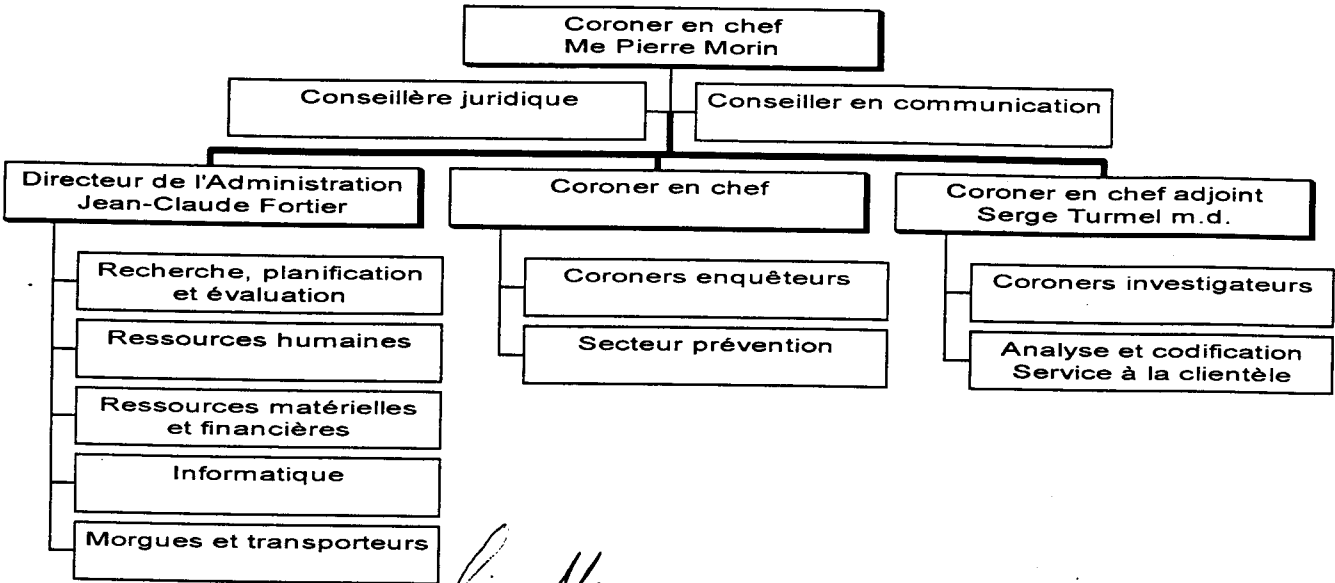
À l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, le coroner peut aussi faire des recommandations visant une meilleure protection de la vie humaine.

Le coroner exerce son mandat en respectant les droits de toutes les personnes impliquées et fournit aux personnes intéressées et au public les informations qu'ils sont en droit d'exiger.

En somme, la mission du coroner est : « de rechercher les informations pertinentes à la suite des décès obscurs ou violents afin de satisfaire le besoin de savoir, de contribuer à l'étude et à la prévention de ces types de décès, de faciliter la reconnaissance et l'exercice des droits et des recours et d'informer le public ».

En revision

Organigramme
de l'Institution du coroner



Pierre Morin
Pierre Morin
Coroner en chef

Date 99/03/24

Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Coroner en chef	1	1	-	-
Coroners	9	9	-	-
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Professionnels	8	8	-	-
Techniciens	6	6	-	-
Personnel de bureau	14	14	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers	7	7	-	-
Effectif régulier autorisé	47	47	-	-
Effectif total autorisé	48	48	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Recherche des causes et des circonstances des décès			
RESPONSABLE:	Me Pierre Morin, coroner en chef			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	2 576,8	2 645,4	(68,6)	(2,6)
Fonctionnement	1 785,1	2 534,0	(748,9)	(29,6)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	4 361,9	5 179,4	(817,5)	(0,2)
Immobilisations	132,9	132,9		
Prêts, placements et avances	3,0	3,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	135,9	135,9		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	4 497,8	5 315,3	(817,5)	(0,2)
Effectif régulier autorisé	47	47		
Effectif total autorisé	48	48		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (817,5)

Ajustements du SCT

Nouvelle tarification des loyers SIQ

(77,1)

Crédits accordés pour la continuité de services et des enquêtes publiques spéciales réalisées en 1998-1999 (crédits non récurrents)

(740,4)

(817,5)

Total des variations budgétaires

(817,5)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (68,6)

- . Ajustement du SCT:
- . Crédits accordés pour la continuité de services et des enquêtes publiques spéciales réalisées en 1998-1999 (crédits non récurrents) (68,6)

Fonctionnement: (748,9)

- . Ajustements du SCT:
 - . Crédits accordés pour la continuité de services et des enquêtes publiques spéciales réalisées en 1998-1999 (crédits non récurrents) (671,8)
 - . Nouvelle tarification des loyers SIQ (77,1)
-
- (748,9)

Total des variations budgétaires (817,5)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Commissaire à la déontologie policière
Responsable	M. Paul Monty, commissaire

MANDAT

En vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. O-8.1), le mandat du Commissaire à la déontologie policière est de recevoir et d'examiner toute plainte, formulée par toute personne, relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers.

Pour s'acquitter de son mandat, le Commissaire assure les fonctions suivantes, sur la base des pouvoirs attribués par le législateur : examiner les plaintes pour en déterminer la recevabilité, concilier obligatoirement les parties à moins que, pour des motifs d'intérêt public, il décide d'enquêter sur la conduite d'un policier ou d'un constable spécial, rejeter s'il y a lieu la plainte après enquête, citer le policier à comparaître devant le Comité de déontologie policière et enfin, le cas échéant, porter en appel les décisions du Comité.

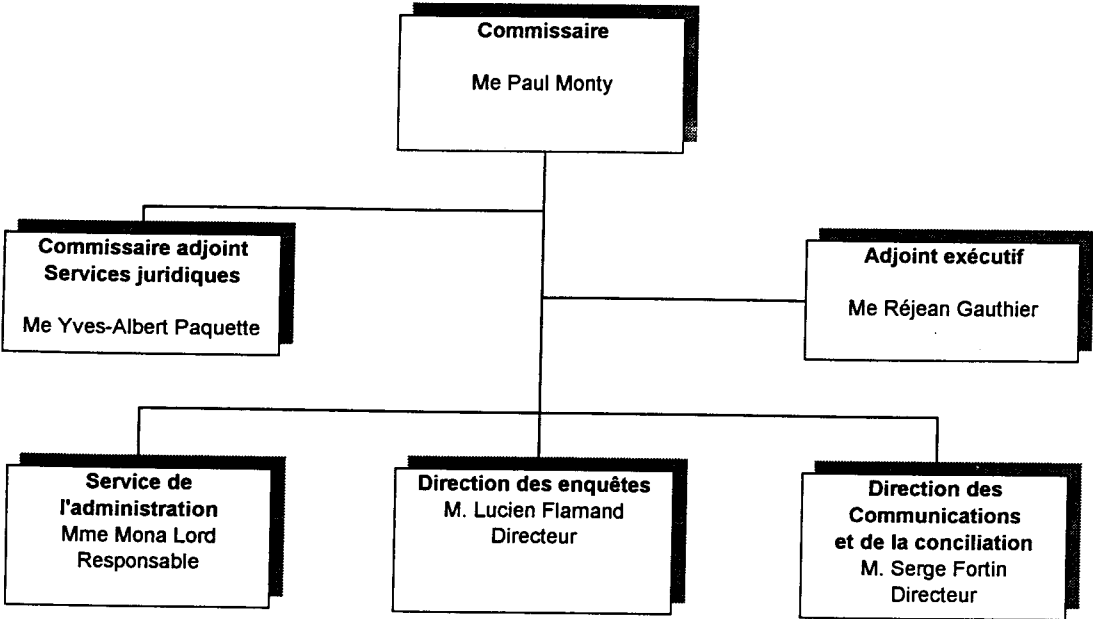
En outre, dans l'exercice de son mandat, le Commissaire doit notamment :

- veiller à l'application et au respect du Code de déontologie des policiers du Québec;
- prêter assistance à toute personne pour la formulation de sa plainte;
- informer le plaignant du processus de traitement des plaintes notamment de la procédure de la conciliation;
- saisir le corps de police approprié pour fins d'enquête criminelle lorsqu'il lui apparaît lors de l'analyse préliminaire de la plainte qu'une infraction criminelle peut avoir été commise;
- aviser par écrit le plaignant, le directeur et les policiers concernés de la réception de la plainte, des décisions prises en cours d'examen de ladite plainte et, s'il y a lieu, du progrès de l'enquête;
- informer le plaignant de son droit de faire réviser une décision refusant de traiter ou d'enquêter sa plainte ou rejetant celle-ci après enquête;
- citer un policier à comparaître lorsque le Comité de déontologie policière accueille la demande de révision d'un plaignant dont la plainte, après enquête, a été rejetée;
- attirer l'attention du ministre ou d'un directeur d'un corps de police sur les questions qu'il juge d'intérêt général en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions ou prévenir leur répétition;
- exercer les autres fonctions que lui confie le ministre, notamment, lorsqu'il lui demande de tenir une enquête sur la conduite d'un policier pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.

Enfin, le Commissaire peut :

- communiquer au policier dont la conduite a fait l'objet d'une plainte des observations de nature à améliorer sa conduite professionnelle et à prévenir la violation du Code de déontologie des policiers du Québec;
- recommander au directeur d'un corps de police de soumettre un policier à une évaluation médicale ou à un stage de perfectionnement dans une institution de formation policière. Il peut également souligner à ce directeur la bonne conduite du policier comme il peut lui soumettre toute recommandation qu'il juge utile à l'application du Code de déontologie des policiers du Québec;
- transmettre, s'il y a lieu, le dossier au Procureur général, après enquête.

ORGANIGRAMME DU BUREAU DU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Commissaire	1	1	-	-
Membres	1	1	-	-
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Professionnels	26	26	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	11	11	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	43	43	-	-
Effectif total autorisé	43	43	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Commissaire à la déontologie policière			
RESPONSABLE:	M. Paul Monty, commissaire			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	2 205,4	2 250,2	(44,8)	(2,0)
Fonctionnement	440,6	566,3	(125,7)	(22,2)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	2 646,0	2 816,5	(170,5)	(6,1)
Immobilisations	12,0	12,0		
Prêts, placements et avances	1,0	1,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	13,0	13,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	2 659,0	2 829,5	(170,5)	(6,0)
Effectif régulier autorisé	43	43		
Effectif total autorisé	43	43		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de	(170,5)
. Ajustement du SCT:	
. Nouvelle tarification des loyers SIQ	(20,5)
. Autre ajustement:	
. Réaménagement entre programmes	(150,0)

Total des variations budgétaires	(170,5)
---	----------------

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (44,8)

• Réaménagement entre supercatégories	(44,8)
---------------------------------------	--------

Fonctionnement: (125,7)

· Ajustement du SCT		
· Nouvelle tarification des loyers SIQ	(20,5)	
· Réaménagement entre programmes	(150,0)	
· Réaménagement entre supercatégories	44,8	
		(125,7)

Total des variations budgétaires	(170,5)
---	----------------

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Comité de déontologie policière
Responsable	M ^e Claude Brazeau, président

MANDAT

Le Comité de déontologie policière est un organisme institué en vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. 0-8.1).

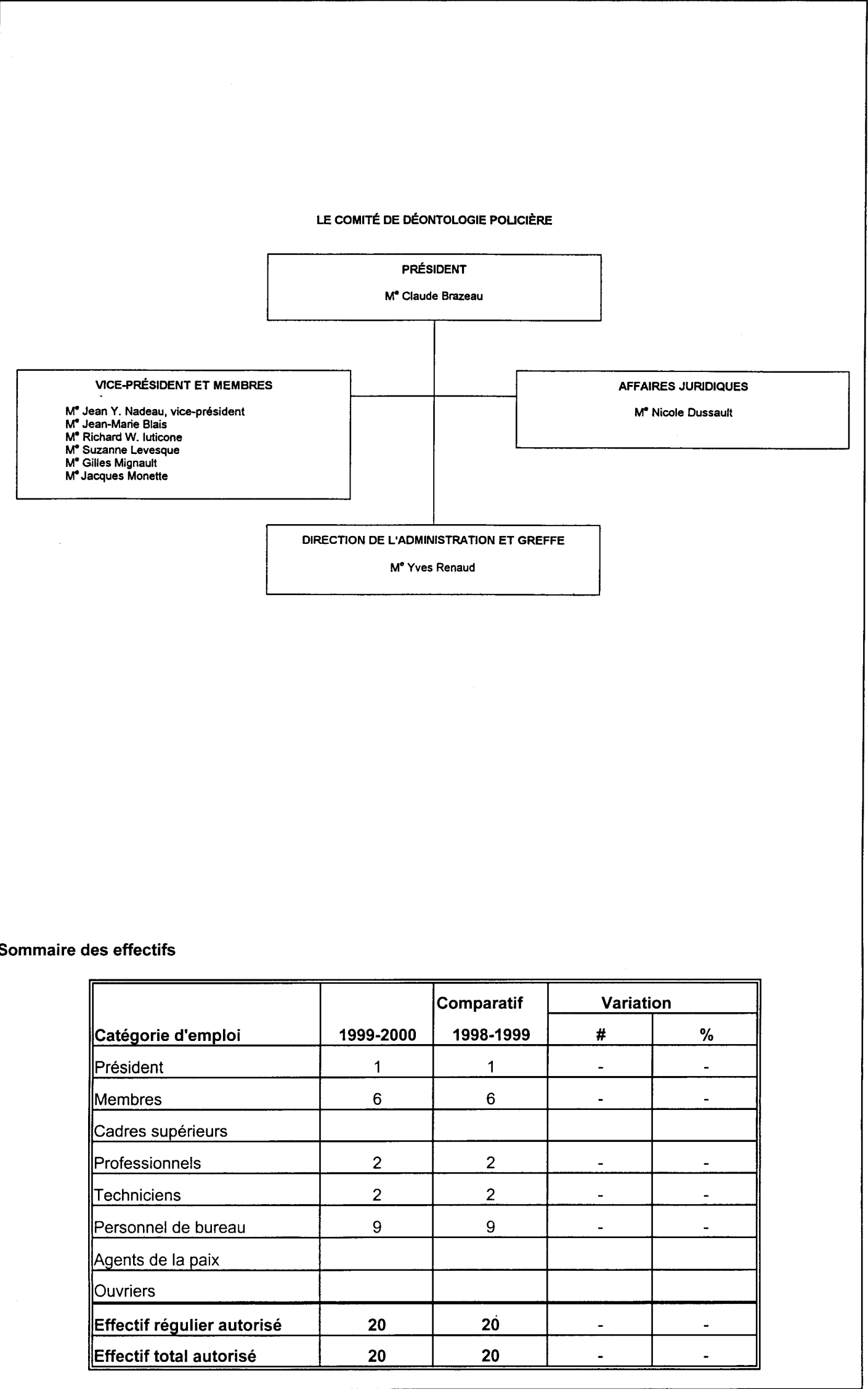
Le Comité a compétence exclusive pour disposer de toute citation portée par le Commissaire à la déontologie policière. Le Comité tient alors une audience publique où sont représentés le Commissaire à la déontologie policière, qui agit à titre de plaignant, et le policier visé dans la citation.

Une citation fait suite à une plainte déposée chez le Commissaire et concerne la conduite d'un policier à l'endroit des citoyens. Elle vise à faire décider par le Comité si cette conduite constitue un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec et, le cas échéant, pouvant entraîner l'imposition d'une sanction.

Le Comité a aussi la compétence pour entendre les demandes de révision qui lui sont adressées par des personnes insatisfaites de la décision du Commissaire à la déontologie policière, lorsque ce dernier rejette leur plainte après avoir complété une enquête.

Enfin, le Comité termine les enquêtes publiques qui étaient en cours à la Commission de police du Québec avant le 1^{er} septembre 1990.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Membres	6	6	-	-
Cadres supérieurs				
Professionnels	2	2	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	9	9	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	20	20	-	-
Effectif total autorisé	20	20	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Comité de déontologie policière			
RESPONSABLE:	Me Claude Brazeau, président			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	1 079,2	1 027,2	52,0	5,1
Fonctionnement	633,1	638,2	(5,1)	(0,8)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	1 712,3	1 665,4	46,9	2,8
Immobilisations	6,8	42,4	(35,6)	(84,0)
Prêts, placements et avances	4,0	4,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,8	46,4	(35,6)	(76,7)
Moins: Amortissement				
TOTAL :	1 723,1	1 711,8	11,3	0,7
Effectif régulier autorisé	20	20		
Effectif total autorisé	20	20		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 52,0

• Réaménagement entre supercatégories	52,0
---------------------------------------	------

Fonctionnement: (5,1)

• Ajustement du SCT		
• Nouvelle tarification des loyers SIQ	11,3	
• Réaménagement entre supercatégories	(16,4)	
		(5,1)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Sécurité civile
Responsable	M. Luc Crépeault, sous-ministre associé

MANDAT

La Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie a pour mandat de s'assurer de la mise en place de mesures et activités qui tendent à éviter qu'un événement portant atteinte à la sécurité d'une personne et causant des dommages aux biens ne se produise ou, le cas échéant, qui tendent à en réduire les effets et qui permettent un retour à la vie normale. L'essentiel de cette mission se traduit par des activités d'expertise, de coordination et d'assistance financière qui peuvent s'exercer avant, pendant ou après un sinistre que celui-ci soit d'envergure locale, régionale ou provinciale. La Direction générale coordonne le Comité de l'organisation de la sécurité civile du Québec.

En 1999-2000, la Direction générale compte améliorer le degré de préparation des municipalités, optimiser la capacité opérationnelle de la sécurité civile, renforcer les mécanismes de communication et d'information lors de sinistres et maximiser l'utilisation des ressources gouvernementales en cas de catastrophes.

La Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie comprend trois unités administratives, soit la Direction de la sécurité incendie, la Direction de l'analyse, de la coordination et de l'orientation et finalement, la Direction de la sécurité civile et des régions.

La Direction de la sécurité incendie

Cette direction planifie, coordonne, dirige et contrôle les activités de sécurité incendie. Elle maintient une banque de données lui permettant de produire un rapport statistique annuel en matière d'incendie. Elle conçoit aussi des politiques et des programmes et donne des avis notamment sur les projets de protocole d'entente entre les municipalités portant sur la protection incendie. Enfin, elle voit à la diffusion de renseignements et de conseils à l'intention des municipalités et du public en général sur les moyens de prévenir les incendies, particulièrement par le biais d'une campagne annuelle de prévention des incendies.

La Direction de l'analyse, de la coordination et de l'orientation

Cette direction réalise des activités qui visent à favoriser la prévention des sinistres et la planification des mesures d'urgence en fournissant des services spécialisés aux directions⁽¹⁾ et des services conseils aux ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'implantation de mesures d'urgence.

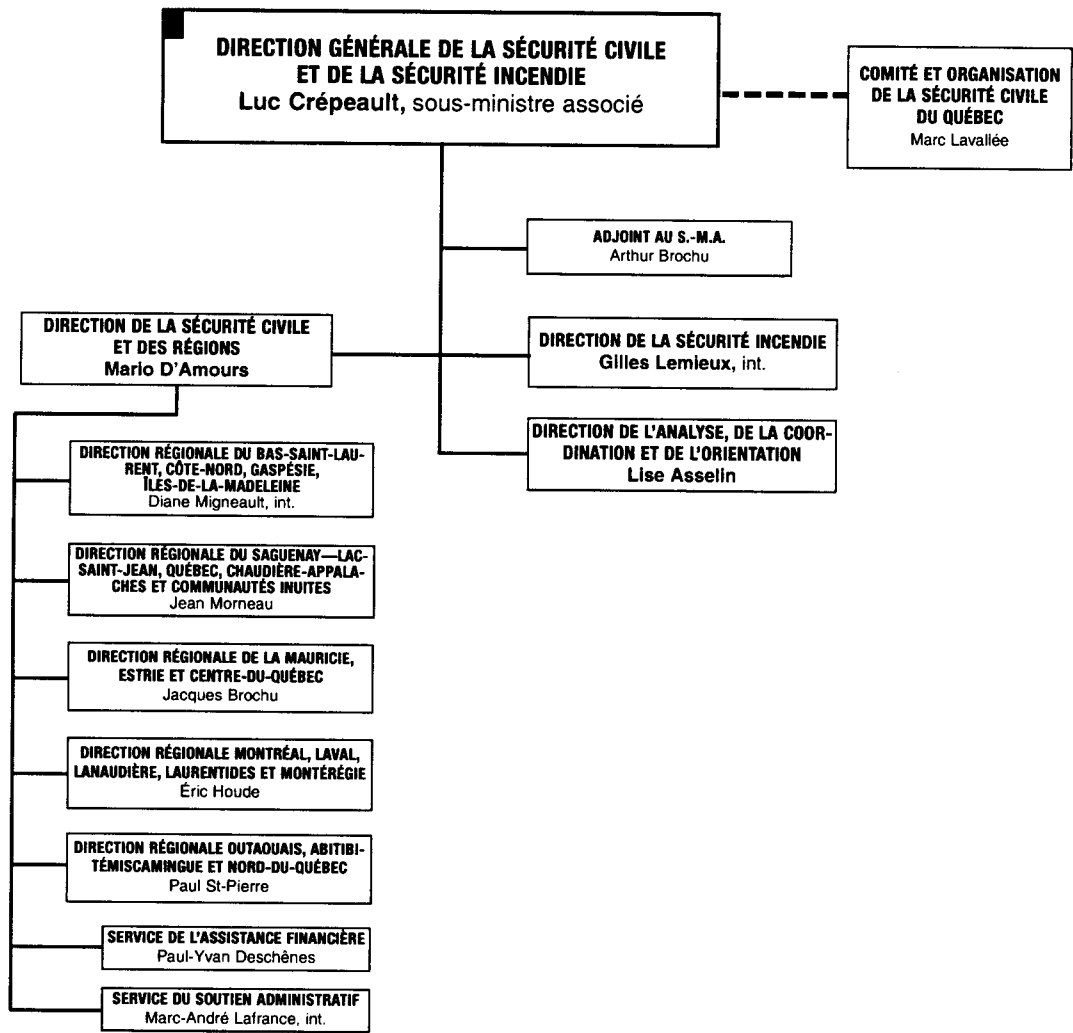
Enfin, en collaboration avec les intervenants du milieu, ses partenaires gouvernementaux et ministériels, cette direction élabore et assure la diffusion de programmes de formation à l'intention des élus, des gestionnaires et des intervenants impliqués dans la prévention et l'intervention en matière d'incendie et de sinistre.

La Direction de la sécurité civile et des régions

Cette direction planifie, coordonne, dirige et contrôle les activités de sécurité civile. Elle compte cinq directions régionales présentes en neuf points de service où sont offerts aux 1 400 municipalités du Québec les conseils et l'information dont elles ont besoin dans leurs démarches pour planifier la sécurité civile sur leur territoire. Outre son rôle de support aux autorités municipales en matière de prévention dans le secteur de la sécurité civile, ses activités visent à assurer la mise en place et le maintien à jour de plans de mesures d'urgence et une organisation efficace des interventions requises sur les lieux de sinistres.

De plus, la Direction de la sécurité civile et des régions est responsable du maintien d'un système d'alerte provincial et régional permettant de mobiliser et de coordonner les ressources gouvernementales lors de sinistres et des programmes d'aide financière nécessaires à un retour à la vie normale.

⁽¹⁾ De la sécurité incendie et de la sécurité civile et des régions.



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	1999-2000	Comparatif 1998-1999	Variation	
			#	%
Administrateurs d'état	1	1	-	-
Cadres supérieurs	3	3	-	-
Cadres intermédiaires	3	3	-	-
Professionnels	64	64	-	-
Techniciens	5	5	-	-
Personnel de bureau	17	17	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers			-	-
Effectif régulier autorisé	93	93	-	-
Effectif total autorisé	93	93	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Sécurité civile			
RESPONSABLE:	M. Luc Crépeault, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 1999-2000	Crédits comparatifs 1998-1999	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	4 481,6	5 032,9	(551,3)	(11,0)
Fonctionnement	919,2	721,0	198,2	27,5
Affectation à un fonds spécial		20 100,0	(20 100,0)	(100,0)
Transfert	6 297,0	19 349,0	(13 052,0)	(67,5)
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	11 697,8	45 202,9	(33 505,1)	(74,1)
Immobilisations				
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
Moins: Amortissement				
TOTAL :	11 697,8	45 202,9	(33 505,1)	(74,1)
Effectif régulier autorisé	93	93		
Effectif total autorisé	93	93		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (33 505,1)	
. Ajustements du SCT :	
. Affectation des crédits au Fonds relatif à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 - contribution du Québec (non récurrents)	(7 000,0)
. Bonification des programmes reliés au verglas relatifs aux dommages causés aux boisés et aux exploitations agricoles (non récurrents)	(13 100,0)
. Amélioration des infrastructures en sécurité civile et en sécurité incendie chez les Inuits du Nord-du-Québec (crédits non récurrents)	(2 900,0)
. Crédits supplémentaires pour l'assistance financière reliée aux sinistres autres que le verglas et pour la gestion de ses opérations (non récurrents)	(10 030,1)
	<hr/>
	(33 030,1)
. Autre ajustement:	
. Réaménagement entre programmes	(475,0)

Total des variations budgétaires	<hr/> (33 505,1)
---	-------------------------

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES (en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (551,3)

. Ajustement du SCT:		
. Crédits supplémentaires pour la gestion des opérations relées aux programmes d'assistance financière autres que le verglas (non récurrents)	(760,5)	
. Réaménagement entre supercatégories	209,2	
		(551,3)

Fonctionnement: 198,2

. Ajustement du SCT:		
. Crédits supplémentaires pour la gestion des opérations relées aux programmes d'assistance financière autres que le verglas (non récurrents)	(117,6)	
. Réaménagement entre supercatégories	315,8	
		198,2

Affectation à un fonds spécial: (20 100,0)

. Ajustements du SCT:		
. Affectation des crédits au Fonds relatif à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 - contribution du Québec (non récurrents)	(7 000,0)	
. Bonification des programmes reliés au verglas relatifs aux dommages causés aux boisés et aux exploitations agricoles (non récurrents)	(13 100,0)	
		(20 100,0)

Transfert: (13 052,0)

. Ajustements du SCT:		
. Crédits supplémentaires pour l'assistance financière reliée aux sinistres autres que le verglas (non récurrents)	(9 152,0)	
. Amélioration des infrastructures en sécurité civile et en sécurité incendie chez les Inuits du Nord-du-Québec (crédits non récurrents)	(2 900,0)	
. Réaménagement entre programmes	(475,0)	
. Réaménagement entre supercatégories	(525,0)	
		(13 052,0)

Total des variations budgétaires**(33 505,1)**